

# Lorient

## la syncrétique

Les villes reconstruites bénéficient aujourd’hui d’étonnants égards alors qu’il y a peu encore, il était de bon ton d’afficher condescendance et désapprobation à leur encontre. Elles reçoivent divers labels, jusqu’au plus prestigieux (UNESCO), ce qui leur confère une position désormais avantageuse dans l’histoire urbaine du XX<sup>e</sup> siècle. Diverses procédures de protections viennent de surcroît veiller sur leur intégrité : inscriptions et classements d’édifices au titre des monuments historiques, instauration de ZPPAUP<sup>1</sup>, etc. On ne saurait pour autant oublier le purgatoire où elles furent longtemps cantonnées, dont les raisons excèdent certainement le registre psychologique généralement mis en avant : refoulement des destructions infligées le plus souvent par des alliés, interdisant donc un deuil serein ; impossibilité conséquente d’admettre les nouvelles villes tenues pour usurpatrices. Elles furent aussi victimes, durant quatre décennies, de la difficulté à construire sereinement l’historiographie de cette toute jeune discipline, l’urbanisme, néologisme forgé en 1910<sup>2</sup>. À cet égard, la reconstruction de Lorient, ses protagonistes, leur formation et leurs convictions, leurs options, les systèmes d’encadrement qui leur furent imposés, les obstacles qu’ils rencontrèrent, la distance – parfois heureuse – séparant les intentions des aboutissements, renseignent sur la complexité d’une pratique qui ne saurait être le fidèle reflet d’une doctrine.

### *Une histoire contrefaite*

Le refus de l’admettre put conduire à de véritables manipulations opérées par des historiens mués un temps en militants, comme Leonardo Benevolo, ou par des

- 
1. Les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) sont des servitudes d’utilité publique comportant des prescriptions et des recommandations visant à protéger des ensembles remarquables par leur exemplarité et leur cohérence, mais ne pouvant constituer des secteurs sauvegardés. Elles devront se transformer en Aires de mise en valeur du patrimoine (AVAP) avant 2020. Brest et Royan en sont dotées.
  2. La première occurrence du mot urbanisme se trouve dans l’intitulé d’un article publié en Suisse : CLERGET, Pierre, « L’urbanisme. Étude historique, géographique et économique », *Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie*, t. xx, 1910, p. 213-231.

militants se drapant abusivement dans les effets de l'historien, comme il arriva à Michel Ragon de le faire. Le premier est venu à résipiscence en 1978, lors de l'édition française de son *Histoire de l'architecture moderne* parue initialement en 1960, avouant que « la première rédaction devait servir à réaffirmer la ligne maîtresse du mouvement moderne contre les élucubrations, les révisions, les nostalgies des expériences antérieures ou collatérales<sup>3</sup> ». Mais en France, c'est plutôt au second qu'incomba la vision lacunaire et déformée qu'on eut longtemps du premier xx<sup>e</sup> siècle où s'étaient constituées les doctrines disponibles au moment de relever les villes sinistrées. Elle découle de l'abondante diffusion de son *Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme modernes* publiée en trois tomes entre 1971 et 1978, puis rééditée en deux volumes. Transférée en 1991 dans la collection *Points Essais* des éditions du Seuil (La Martinière aujourd'hui), elle est toujours disponible en librairie : rare grande fresque accessible à un large public, elle y domine aisément les écrits plus confidentiels de ceux qui, après lui, se sont évertués à restituer la gestation des doctrines et théories urbaines du siècle passé : Jean-Pierre Frey, Rémi Baudouin, Viviane Claude, Jean-Pierre Gaudin, Catherine Bruant, notamment.

Chez Ragon, l'urbanisme de l'entre-deux-guerres est ramené à un triptyque aux volets inégaux où dominent les élaborations des Congrès Internationaux d'architecture moderne (CIAM), d'une certaine Allemagne (fig. 1) et de l'URSS, se réclamant toutes trois d'un rationalisme exacerbé, qu'Edgar Morin a qualifié de « refus de la complexité du réel<sup>4</sup> ». Le « désurbanisme » américain (*disappearing city*) théorisé par Frank Lloyd Wright y est également mis en exergue et viennent enfin, à la marge, ramassées en deux pages dépourvues d'illustration, les doctrines proposées par ceux qu'après Françoise Choay, il est convenu de qualifier de culturalistes : Patrick Geddes, Gaston Bardet, etc. Traitant brièvement des reconstructions pour constater qu'aucune ne fut la pure matérialisation des idées réputées modernes forgées *ex abstracto* avant-guerre, l'auteur en rend responsable des concepteurs qui auraient trahi la cause ou n'auraient plus été de leur temps :

« Perret avait perdu depuis longtemps son talent d'architecte novateur. La reconstruction de Maubeuge par André Lurçat est également consternante. Mais il est vrai qu'on le voit chercher dans le passé le « secret » des « lois » rationnelles de composition et croire que l'on peut faire du neuf en s'inspirant de l'ancien. Pingusson en Sarre tombe dans le même travers. Quant à Beaudouin et Lods, leur divorce ne valut rien ni à l'un, ni à l'autre<sup>5</sup>. »

3. BENEVOLO, Leonardo, *Histoire de l'architecture moderne*. t. 1 : *La révolution industrielle*, Paris, Dunod, 1978, np.

4. MORIN, Edgar, *Pour sortir du vingtième siècle*, Paris, Fernand Nathan, 1981, p. 140.

5. RAGON, Michel, *Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme modernes*, 3 vol., t. II, *Pratiques et méthodes*, Paris, Casterman, 1972, p. 299.



Figure 1 – HILBERSEIMER, Ludwig, *La cité verticale*, 1924



Figure 2 – Washington, vue cavalière du plan McMillan conçu sous l'égide d'une commission comprenant Daniel Burnham, théoricien de la *City beautiful*, 1901

En fait, peut-être parce que l'échec des deux reconstructions qui lui avaient été confiées – Saint-Dié et La Pallice – confirmait son statut de visionnaire maudit, seul Le Corbusier trouvait grâce au terme de ce réquisitoire.

Épargné par un tel manichéisme, Benevolo avait présenté un panel de préconisations et d'expérimentations beaucoup plus fourni. À la nomenclature succincte de Ragon, il avait ainsi ajouté la théorie de la *City beautiful*, née aux États Unis, mais largement tributaire de la grande composition inculquée à l'École des beaux-arts de Paris (ENSBA). Elle introduisait dans la ville de grands parcs absorbant de généreuses



Figure 3 – GRIFFIN, Walter Burley, plan directeur de Canberra, 1913

voies de circulation et magnifiait l'esprit civique par la monumentalisation et la mise en perspective des bâtiments publics. Le remodelage de Washington sous l'influence de Daniel Burnham, en 1901, en était l'exemple le plus fameux (fig. 2). Benevolo n'avait pas davantage négligé les villes coloniales, qu'il se fût agi de la mise en valeur de territoires présumés vierges, comme en Australie où Walter Griffin avait été chargé de créer la nouvelle capitale, Canberra (fig. 3) ; ou bien qu'on ait entrepris d'installer par ce biais des valeurs européennes en complément ou en remplacement de celles des autochtones. Pour illustrer ce dernier cas, Benevolo citait principalement l'œuvre du service spécial d'architecture du Maroc voulu par Lyautey et qu'Henri Prost avait dirigé avec maestria. L'auteur s'attardait encore sur les conceptions amsterdamaises, de Berlage (1917) (fig. 4) à Cornelis Van Eesteren





Figure 4 – BERLAGE, Hendrick Petrus, *Amsterdam, plan Zuid*, 1917

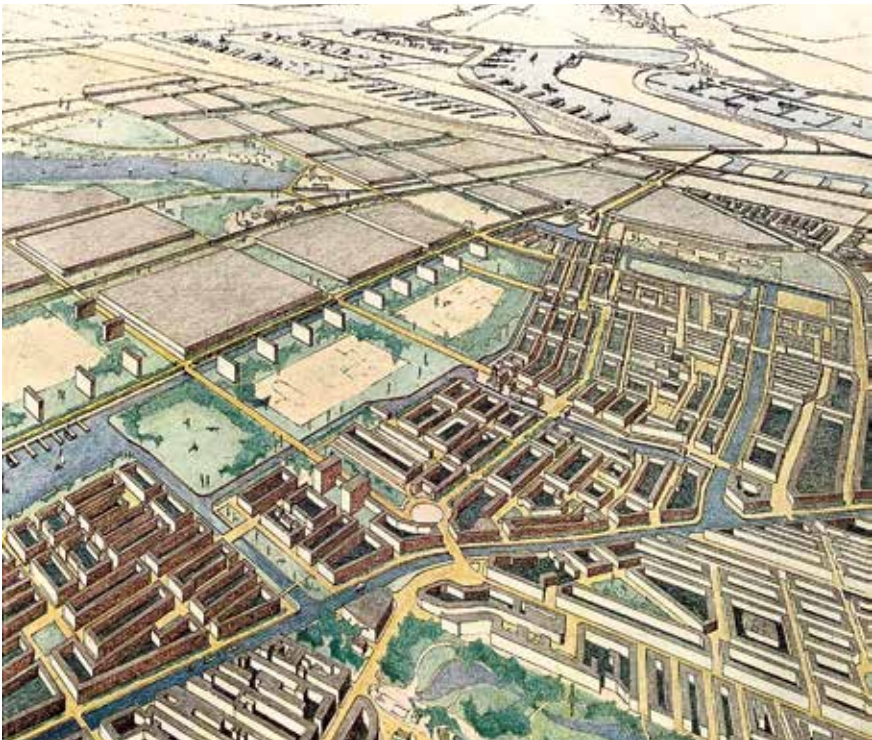


Figure 5 – VAN EESTEREN, Cornelis, *Amsterdam, plan d'extension*, 1934

(1934) (fig. 5), et sur les différents surgesons de la théorie de la cité-jardin, imaginée en Angleterre comme antidote à la ville industrielle étouffée par le jeu des intérêts et des égoïsmes auquel le libéralisme triomphant laissait libre cours. Conçue comme un parc habité, dotée de toutes les commodités et d'un espace public sophistiqué, elle se voulait saine, plaisante à vivre et agréable à contempler : imaginé par Ebenezer Howard et ajusté par Raymond Unwin, le principe avait présidé à des réalisations encourageantes en Grande-Bretagne avant de se propager sur le Continent.

### *Une vulgate construite de bric et de broc*

Était-ce là le bagage dont Georges Tourry (1904-1991) disposait, en 1943, lorsqu'il fut nommé urbaniste et architecte en chef de la reconstruction de Lorient ? Sans doute, à peu s'en faut. La *city beautiful* avait en effet un zéléateur efficace en la personne de Jacques Gréber, qui l'année précédente avait été choisi pour relever Rouen. Ce professeur à l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris (IUUP), architecte en chef de l'Exposition universelle de 1937, avait en effet vécu et exercé en Amérique du Nord où il avait usé de la formule pour remanier Philadelphie en 1917. Trois ans plus tard, il avait publié en France un ouvrage en deux volumes, qui avait éclairé sur les pratiques d'Outre-Atlantique, tout en rappelant leur origine : *L'architecture aux États-Unis : preuve de la force d'expansion du génie français*. La cité-jardin était tout aussi familière des jeunes urbanistes ; en la personne de Georges Benoît-Lévy, elle avait même un apôtre, qui n'avait cessé d'en exposer la théorie, au sein du Musée social<sup>6</sup> puis par l'entremise de l'Association des cités-jardins, qui multiplia les expositions et favorisa les publications en sa faveur. De surcroît, l'ouvrage majeur de Unwin, *Town planning in practice : An introduction to the art of designing cities and suburbs* (1909) avait été publié en français en 1923, avec une préface de Léon Jaussely. Mais la renommée des cités-jardins découlait essentiellement de la politique d'urbanisme élaborée par le conseiller général de la Seine, Henri Sellier, dont la force de conviction permit d'en réaliser une quinzaine en Île-de-France et fit de Suresnes, dont il était maire, un laboratoire dédié à la formule (fig. 6). Si bien défendue, elle connut d'ailleurs une dissémination dont profita Saint-Brieuc : en 1929, y fut décidée la réalisation d'une cité-jardin exemplaire, que dessina Adolphe Le Gouellec (1900-1973) : La Ville-Ginglin<sup>7</sup>.

Les villes coloniales n'étaient pas moins connues, spécialement depuis 1931 : l'exposition éponyme de Paris avait en effet abrité un « colloque international de

6. Instauré en 1894 sous la forme d'une fondation d'utilité publique, le Musée social eut d'abord pour mission de préserver la documentation réunie au sein de pavillon de l'Economie sociale lors de l'exposition universelle de 1889. Il s'employa à l'augmenter et porta vite un intérêt spécial à l'urbanisme. La société française des architectes urbanistes y fut ainsi créée en 1911.

7. BONNET, Philippe, LE COUÉDIC, Daniel, *Architectures en Bretagne au XX<sup>e</sup> siècle*, Quimper, Palantines, 2012, p. 140.

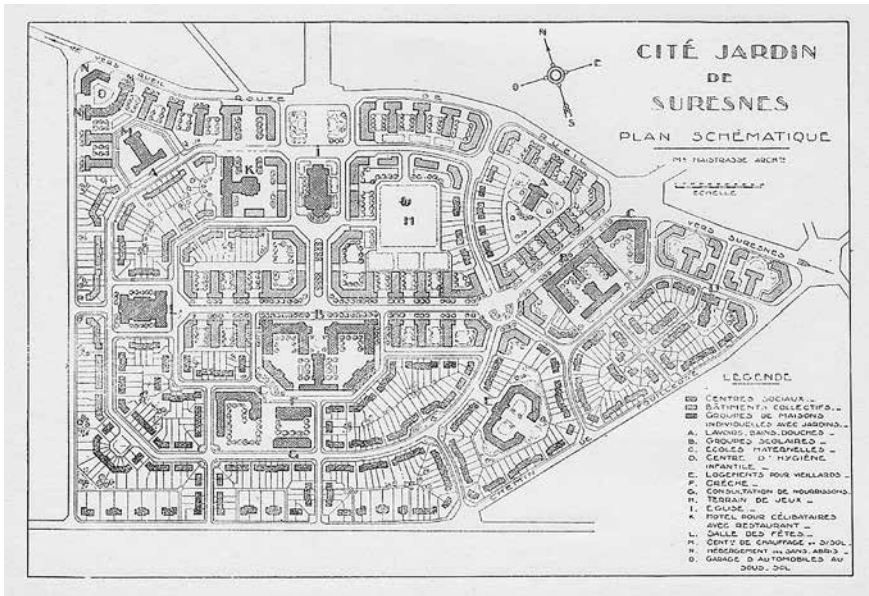


Figure 6 – MAISTRASSE, Alexandre, DUMAIL, Félix, QUONIAM, Julien, BAZIN, Louis, *Cité-jardin de Suresnes*, 1921

l'urbanisme aux colonies et dans les pays de latitude intertropicale », dont les actes furent ultérieurement publiés en deux volumes, rejoignant dans les bibliothèques l'ouvrage documenté que Léandre Vaillat avait consacré au Maroc. Le cas néerlandais faisait également l'objet d'un intérêt spécial, notamment en Bretagne : deux ans après l'obtention de son diplôme au terme d'un parcours intégralement effectué à Rennes, Raymond Cornon (1908-1982) avait obtenu une bourse de l'Institut français des Pays-Bas qui lui permit de séjourner à Amsterdam de 1935 à 1937 afin d'y étudier les récents développements de la ville. Georges-Robert Lefort (1875-1954), qui avait été son professeur à l'École régionale d'architecture de Rennes, dont il venait de prendre la direction, l'y avait visité, curieux qu'il était, lui aussi, des expérimentations en cours là-bas. Il devait ensuite recruter Cornon comme enseignant d'histoire générale de l'architecture, ce qui lui permit de faire profiter les élèves rennais de ses découvertes. Maurice Marchal (1900-1963), qui avait brièvement enseigné la composition décorative dans l'établissement, en avait d'ailleurs pointé l'intérêt dès 1929 dans *Kornog*<sup>8</sup>.

8. MARCHAL, Morvan, « Pour une architecture bretonne », *Kornog*, n° 2-3, février 1929, p. 38-39.

Quant à la ville rationalisée, en mars 1943, lors de sa nomination, Tourry n'en avait pas lu le catéchisme, *La charte d'Athènes*, qui paraîtrait un mois plus tard et serait alors bien mal distribuée. Mais les ouvrages de théorie et presque de propagande de Le Corbusier abondaient ; et même s'il ne s'y était pas attardé, notre homme ne pouvait en ignorer la substance, qui avait été spectaculairement rappelée dans le Pavillon des Temps nouveaux, lors de l'Exposition de 1937. Et, en dépit des préventions à l'encontre de l'Allemagne, les principales revues professionnelles avaient régulièrement fait bon accueil à ses réalisations relevant d'un modernisme appuyé, tel le Weissenhof de Stuttgart. On peut d'ailleurs, à nouveau à l'aune bretonne, prendre la mesure de la notoriété de ces réalisations. Dès 1929, James Bouillé (1894-1945) avait évoqué le *Deutscher Werkbund*, en lui donnant quitus de ses options modernistes, pour avoir modéré le radicalisme de Le Corbusier. Encore le Trégorois n'avait-il alors qu'une connaissance livresque du sujet, notamment par les publications de Franz Schuster, secrétaire général de l'*Internationaler Verband für Wohnungswesen*, auquel il avait adhéré<sup>9</sup>. En 1931, il comblerait cette lacune en effectuant un long voyage dans l'Allemagne de l'urbanisme et de l'architecture moderne, en compagnie d'Étienne Coutan (1875-1963) et d'Olivier Mordrelle (1901-1985). En fait, seul le « désurbanisme » américain était méconnu, victime de l'ostracisme dont Wright fut longtemps victime : avant la publication de *Mon autobiographie* en 1955, seul lui avait été consacré en français un album dévolu tout entier à l'architecture de ses maisons, éreintée de surcroît en préface par Henry-Russell Hitchcock, qui n'y avait pas trouvé son compte de modernité<sup>10</sup>.

### *Une formation paradoxale*

Il faut toutefois se demander si à cette connaissance universelle chez les architectes de sa génération, Tourry n'aurait pas ajouté un savoir particulier acquis durant ses études atypiques ou, au moins, si ces dernières ne l'avaient pas poussé vers l'une ou l'autre des théories en lice. Rétrospectivement, sa qualité de polytechnicien (X 1924) pourrait laisser penser que la ville rationalisée avait sa préférence. Ce serait oublier ce qu'était l'enseignement de l'architecture dans l'école de la Montagne-Sainte-Geneviève. Depuis 1919, il était dispensé par Gustave Umbdenstock : une légende. Élève de Guadet, second Grand Prix de Rome en 1896, patron d'un atelier libre depuis 1909, cet Alsacien, ancien combattant au nationalisme exalté, bénéficiait d'une commande avantageuse comprenant le lycée Pasteur à Neuilly-sur-Seine. Les élèves avaient attribué à ce personnage haut en couleur le surnom de « Colosse

9. BOUILLÉ, James, « Pour l'équipement de la Bretagne », *La Bretagne*, 18 avril 1941, p. 6.

10. Christian Zervos avait choisi Wright pour inaugurer une collection d'albums consacrée aux « maîtres de l'architecture contemporaine ». Paradoxalement, il en avait confié la préface à Henri-Russell Hitchcock qui était alors engagé dans une défense et illustration d'un genre bien éloigné, qu'en 1932 il nommerait « le style international » ; *Frank Lloyd Wright*, Paris, Cahiers d'Art, 1928.



rugissant » (fig. 7). Il ne se cantonnait toutefois pas dans l'imprécation, qu'il ne dédaignait pas de manier en glosant sur la lourdeur du casque allemand tenue pour une caractéristique ethnique. Désireux de ne pas dépareiller dans cette prestigieuse école, il s'était efforcé de construire une théorie scientifique de l'architecture, qui connut une première mouture photocopée en 1927 et, enfin, en 1930, une version imprimée en deux volumes totalisant 1 310 pages (fig. 8)<sup>11</sup>. Contenue dans l'établissement, son impétuosité gonflait lorsque l'occasion lui en était offerte : ainsi, le 30 mars 1932, à l'invitation de la chambre de commerce de Paris, salle Wagram, consacra-t-il une conférence à « La défense des qualités artistiques françaises ». Il y reprit son combat contre la modernité architecturale, qu'il jugeait « anti-française », ce qui lui valut quelques mois plus tard une fameuse réplique de Le Corbusier ramassée dans un ouvrage dénonciateur : *Croisade ou le crépuscule des académies* (fig. 9)<sup>12</sup>.



Figure 7 – AB, portrait-charge de Gustave Umbdenstock (École polytechnique)

On pourrait penser que Tourry suivait les emportements réactionnaires de son professeur avec distance et amusement. Bien au contraire ! Umbdenstock lui ayant donné le goût de l'architecture, il rejoignit l'ENSBA et s'inscrivit dans son atelier d'où il sortit diplômé en 1931. Leur compagnonnage ne s'arrêta pas là : c'est associé à son maître, et surtout grâce à lui, qu'il obtint sa première commande avantageuse, en 1932 : le pont du Carrousel (fig. 10). Cet ouvrage doté de trois arches de béton armé en chaînette, d'une portée de 47 mètres, loin d'afficher fièrement sa modernité constructive, avait été revêtu de pierre. Jacques Morane, autre polytechnicien (X 1920) appelé en cette occasion – lui jouerait un rôle primordial dans la reconstruction des villes sinistrées du Val de Loire –, s'en expliqua ainsi : « Seule la pierre de taille pouvait donner le caractère monumental qu'exige le voisinage du Louvre, de l'Institut, du Pont-Neuf et du Pont-Royal<sup>13</sup> ». C'était là le credo d'Umbdenstock, soucieux avant tout du déjà-là et de la tradition architecturale, oscillant selon les circonstances de la grande composition au régionalisme (fig. 11).

11. VIGATO, Jean-Claude, « Gustave Umbdenstock, professeur d'architecture », *Bulletin de la Sabix*, n° 16, 1996, p. 29-50.

12. LE CORBUSIER, *Croisade ou le crépuscule des académies*, Paris, Crès, 1933.

13. MORANE, Jacques, « La reconstruction du pont du Carrousel », *Travaux*, n° 31, juillet 1935.

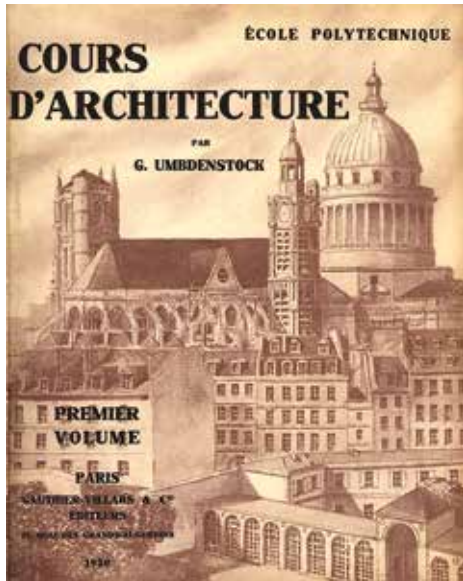


Figure 8 – UMBDENSTOCK, Gustave, *École Polytechnique : cours d'architecture*, Paris, Gauthier-Villars & Cie, 1930 (coll. part.)

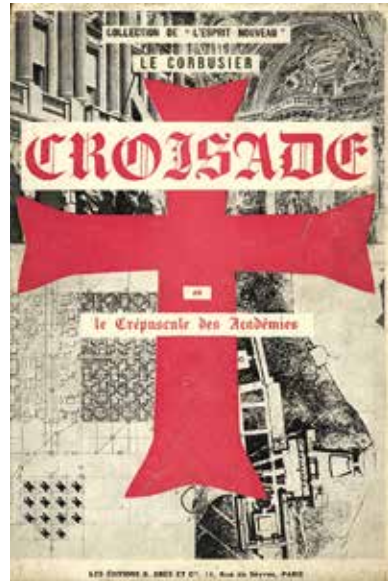


Figure 9 – LE CORBUSIER, *Croisade ou le crépuscule des académies*, Paris, Crès, 1933, ouvrage publié en réplique à la conférence prononcée par Gustave Umbdenstock le 30 mars 1932, salle Wagram (coll. part.)



Figure 10 – UMDENSTOCK, Gustave, TOURRY, Georges, LANG, Henri, MORANE, Jacques, Paris, Pont du Carrousel, 1935-1939



Figure 11 – UMDENSTOCK, Gustave, Gare de Chauny, 1925

Son professeur ne se préoccupant guère d'urbanisme, sinon pour vitupérer les positions ultra des doctrinaires du Mouvement moderne, Tourry avait-il recherché un enseignement complémentaire, alors inexistant à l'École nationale des Ponts et Chaussées (ENPC), qu'il avait ensuite fréquentée en application (on n'y délivrerait un cours approprié qu'à partir de 1941) ? Répondre à cette question nécessite de s'interroger sur les moyens dont on disposait alors pour se familiariser avec la discipline. En fait, les possibilités étaient peu nombreuses. Depuis 1917, l'École supérieure d'art public délivrait un enseignement à l'hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau ; Louis Bonnier y dirigeait un collège de professeurs bénévoles réunissant quelques peintures navrées que les grands établissements tinsent l'urbanisme en piètre estime : Alfred Agache, Marcel Auburtin, Léon Jaussely et Albert Parenty, notamment<sup>14</sup>. Deux ans plus tard, elle subirait la concurrence de l'École des hautes études urbaines, fondée à l'initiative du conseil général de la Seine, qui serait le creuset du futur IUUP installé en 1924. De son côté, le Musée social perpétuait sa tradition de conférences et de débats.

14. BRUANT, Catherine, « L'École d'art public du Collège libre des sciences sociales : une formation à l'urbanisme comme sociologie appliquée », *Le Télémaque*, n° 33, 2008, p. 83-106.

### *Autodidaxie et urbanisme ordinaire*

Tourry ne figure dans aucun registre afférent à ces organismes. Il ne lui restait dès lors que la formation en autodidacte, facilitée par deux revues. D'une part, *La Vie urbaine*, qui avait été créée en 1919 comme organe de l'École des hautes études urbaines et qui fut perpétuée par l'IUUP. D'autre part, à partir de 1932, la plus pragmatique *Urbanisme* (fig. 12), voulue par Henri Prost qui voulait atteindre le monde professionnel dans son ensemble. Autour de cette dernière, se retrouvait la quasi-totalité de ceux qui avaient donné substance à la discipline éponyme, notamment les auteurs, en 1915, du premier traité d'urbanisme opérationnel : Agache, Auburtin et Édouard Redont<sup>15</sup>. La réputation de ces pionniers débordait largement les frontières nationales. Associés pour la circonstance, Auburtin et Parenty avaient ainsi remporté en 1922 le concours international pour la transformation de Belgrade promue capitale royale des Serbes, Croates et Slovènes. Troisième prix très remarqué, en 1912, du concours de Canberra, Agache avait remodelé Rio de Janeiro entre 1927 à 1932 (fig. 13). Le comité de la revue comptait encore dans ses rangs René Danger – qui, en 1924, avait remporté le concours pour la recomposition de Smyrne, à la plus grande admiration de *L'Ouest-Éclair*<sup>16</sup> – et Jaussely, lauréat à Angora (Ankara) en 1927 (fig. 14).

Mais en marge de ces hauts faits, toutes les villes de plus de 10 000 habitants et celles dont le caractère pittoresque, balnéaire ou thermal était avéré, étaient « entrées en urbanisme », obligées qu'elles avaient été, par la loi Cornudet promulguée en 1919, de se doter d'un plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension (PAEE). En 1925, Lorient s'en était ainsi remise à Albert Parenty (1877-1953) pour une élaboration qui fut longue et cahoteuse. Objet de toutes les craintes, la conception de ce plan engendra la fronde de



Figure 12 – *Urbanisme*, n° 16, juillet 1933 (coll. part.)

15. AGACHE, Donat-Alfred, AUBURTIN, Marcel, REDONT, Édouard, *Comment reconstruire nos cités détruites. Notions d'urbanisme s'appliquant aux villes, bourgs et villages*, Paris, Armand Colin, 1915.

16. Anonyme, « Nos urbanistes à l'étranger », *L'Ouest-Éclair*, 18 janvier 1925, p. 2.



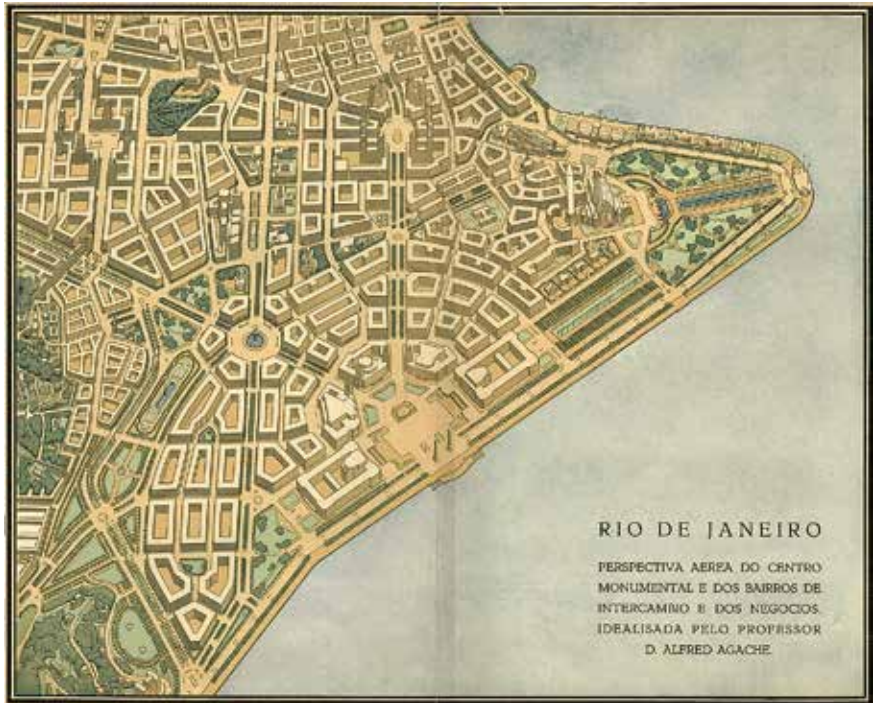


Figure 13 – AGACHE, Donat-Alfred, *Plan directeur de Rio de Janeiro*, 1930

multiples lobbys et se trouva ainsi au cœur de la campagne des élections municipales de 1927 où Jules Le Grand (1862-1936) devait l'emporter sur le maire sortant, Emmanuel Svob (1874-1946). Redevable à la contestation, le nouvel élu n'entendit pas apaiser les choses. À la défense des intérêts particuliers, il ajouta le prétendu souci des finances publiques : les honoraires versés à l'urbaniste, ajoutés à divers frais d'études, auraient été excessifs. Il est juste de préciser que l'idée s'en répandit dans bien d'autres villes, défendue notamment par le maire de Saint-Brieuc, Armand Waron (1868-1956) qui, en 1921, désireux que l'État prît à sa charge la totalité des dépenses, tenta en vain de faire voter une motion en ce sens lors du XII<sup>e</sup> congrès de l'Association des maires de France. *L'Ouest-Éclair* appuya vigoureusement Jules Le Grand et ajouta même un grief supplémentaire à ses récriminations : Parenty était Parisien ! Il fallait sans doute y voir la raison de son installation « dans une torpeur préjudiciable aux intérêts de la ville de Lorient » et de son penchant pour « les mesures dilatoires » face aux objections<sup>17</sup>. De fait, soutenu par la Commission supérieure des plans de ville, Parenty s'employait à faire obstacle aux incessantes demandes de modifications relayées par la municipalité, en attendant des jours meilleurs, qui arrivèrent en 1935 avec le retour aux affaires de Svob. La situation s'apaisa vite et le PAEE put ainsi être approuvé en février 1936 (fig. 15).

17. Anonyme, « Le plan d'extension, d'embellissement de la ville », *L'Ouest-Éclair*, 9 décembre 1931, p. 7.





Figure 14 – JAUSSELY, Léon, *Plan directeur d'Angora* (aujourd'hui Ankara), 1927

### *L'improbable Tourry*

Fort de cette expérience contrastée, Parenty se manifesta évidemment en 1943, lorsqu'il fallut désigner un urbaniste pour la reconstruction de Lorient, mais sans succès. D'une part, pas plus ici qu'ailleurs, la continuité ne fut recherchée avec l'avant-guerre. De surcroît, il était déjà en charge du relèvement de Beauvais, en compagnie de Georges Noël. Or, sans être proscrite, l'idée d'attribuer deux villes à un même concepteur soulevait l'ire d'une profession sevrée de chantiers, qui entendait voir la commande partagée. Après-guerre, Marc Brillaud de Laujardière (1889-1973) dut ainsi renoncer à la reconstruction de Saint-Malo, dont il avait pourtant déjà défini le parti, et se contenter de celle de Caen. On peut également penser que la relation privilégiée que Parenty avait entretenue

avec Svob vint à lui nuire : le maire avait en effet préféré démissionner le 1<sup>er</sup> avril 1941 plutôt que de prêter allégeance au gouvernement de Vichy. Enfin, le souvenir de malversations dans son entourage, qui l'avaient poussé à quitter ses fonctions en 1927, alors qu'il était maire de L'Hay-les-Roses, put également être ravivé. Ce fut donc Tourry. Mais pourquoi ?

Tout ou presque jouait en sa défaveur. Il avait bien peu de références, ayant seulement contribué à la réalisation des ponts du Carrousel et de Joinville et opéré la réfection d'un centre hospitalier des armées à Dijon. Cet inconvénient n'était nullement compensé par un passage remarqué à l'ENSBA ; il ne s'était distingué dans aucun des concours prestigieux qui émaillaient la vie de l'École, alors que l'on puisait ordinairement dans le vivier des lauréats : Jean-Baptiste Mathon (Brest), Michel Roux-Spitz (Nantes), Noël Le Maresquier (Saint-Nazaire) avaient été premiers ou second Grand Prix de Rome. Tourry fut d'ailleurs flanqué de Jean-Baptiste Hourlier (1897-1987), qui l'était. Enfin, contrairement au bruit complaisamment entretenu, il n'était pas professeur à l'ENPC, mais assistant vacataire en première année. En conséquence et fort logiquement, en 1941, on lui avait confié la reconstruction du Chesne-Populeux, bourgade ardennaise de 1000 habitants, et de cinq communes voisines victimes de la percée de Sedan, oscillant entre 127 et 271 habitants. Sans doute mal armé pour l'exercice et peut-être dépité, il ne semble pas avoir participé aux concours d'études provinciales lancés en 1942, dans huit régions, pour définir

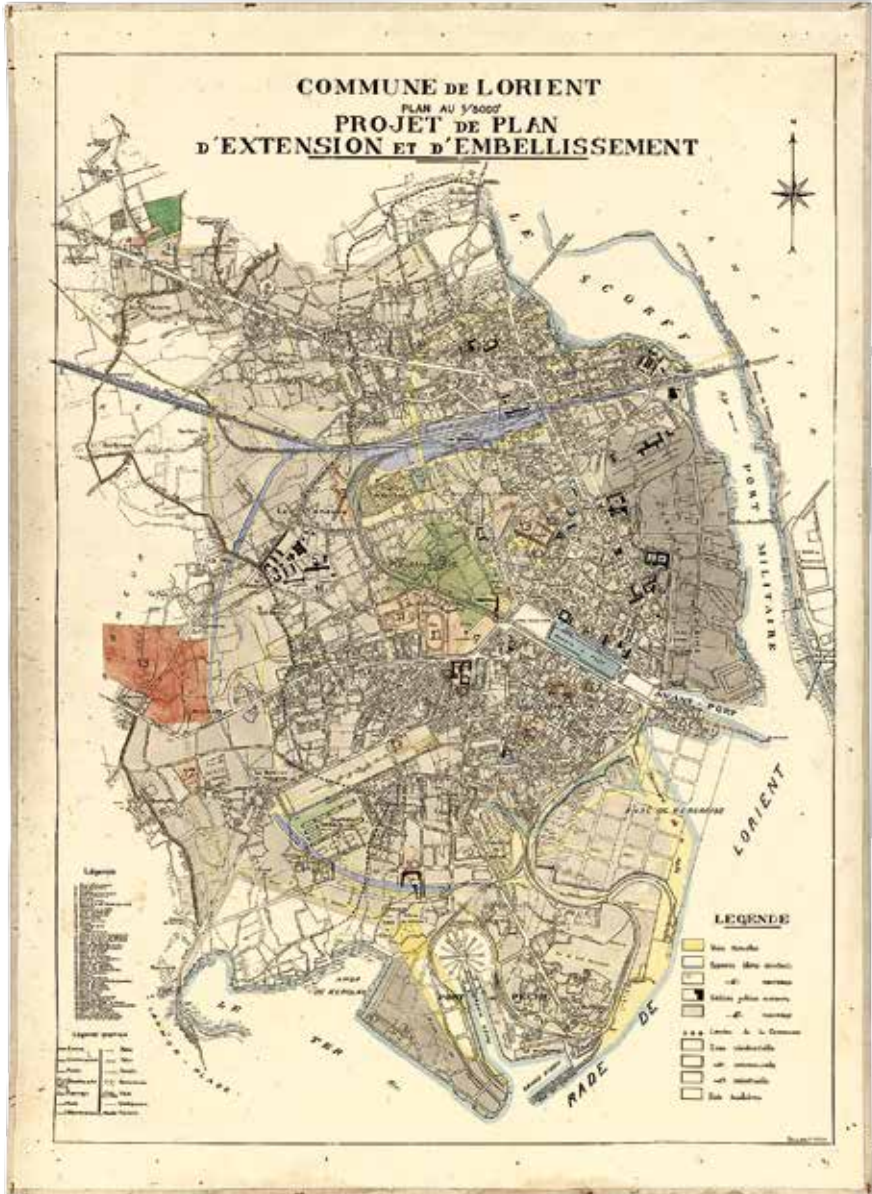


Figure 15 – PARENTY, Albert, *Lorient, Plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension*, 1936 (Arch. mun. Lorient, 2 Fi 199)



Figure 16 – ABRAHAM, Pol, LE MÊME, Henry-Jacques, PUGET, Pierre, Projet mentionné au concours d'études provinciales pour la Bretagne dans la catégorie « groupe d'immeubles dans un grand port », 1942 (coll. part.)

l'esprit des reconstructions à venir. La Bretagne, alors bien turbulente, avait bénéficié d'un régime dérogatoire et d'un calendrier spécial. Le sort de Lorient aurait pourtant pu s'y jouer, car un des sujets proposés concernait « les grandes villes portuaires ». Les projets lauréats furent présentés au musée de Rennes à l'occasion d'une plus vaste exposition intitulée « La Bretagne inspiratrice<sup>18</sup> ». Comme dans les autres régions, les résultats, historicistes et régionalistes, ramenaient inexorablement au souvenir d'une semblable consultation lancée en 1917 (fig. 16). Aucune commande n'était promise aux lauréats ; certains parvinrent toutefois à tirer un bénéfice de leur victoire, comme Paul Lindu (1900-1991), qui se vit confier la réalisation de divers plans de communes sinistrées dressés en vue de leur relèvement. Il put dès lors espérer des responsabilités ultérieures<sup>19</sup>. De fait, il seconderait Tourry après sa nomination et obtiendrait la pleine charge de douze communes du Morbihan.

18. LE COUÉDIC, Daniel, *Les architectes et l'idée bretonne 1904-1945 : d'un renouveau des arts à la renaissance d'une identité*, Rennes-Saint-Brieuc, Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne/Archives modernes d'architecture de Bretagne, 1995, p. 785-790.

19. Entretien de l'auteur avec Paul Lindu, Lorient, 19 janvier 1989.

Jusqu'à ce jour, la désignation de ce dernier a conservé une part de mystère. Au vu d'une lettre de soutien, sa nomination a été généralement attribuée à son entregent auprès d'Eugène Gallois-Montbrun (1880-1969), qui avait été nommé au conseil municipal de Lorient en 1941, puis maire le 19 mai 1942, en remplacement d'Auguste Donval en butte à l'hostilité de la population pour n'avoir pas su organiser le ravitaillement. Or, si les maires pouvaient être consultés ou faire librement des suggestions, il n'y a pas d'exemple connu d'une décision que l'un d'entre eux aurait imposée. Lorient aurait donc fait exception, ce qui laisse présumer une insistance ne pouvant a priori se concevoir hors d'une relation particulière, voire d'une connivence, entre Tourry et Gallois-Montbrun. Or, ils ne s'étaient jamais rencontrés et aucun intérêt ne les liait ; vingt-quatre ans les séparaient et, jusque-là, ils avaient vécu à 10 000 kilomètres de distance.

### *Les étranges modalités d'un choix*

En effet, issu d'une famille monégasque installée à Pondichéry au xviii<sup>e</sup> siècle, Gallois-Montbrun avait fait l'essentiel de sa carrière au Tonkin. Il ne s'était fixé en métropole que le 19 août 1939, quinze jours avant la déclaration de guerre à l'Allemagne. Poussé à l'exode hors de Paris, il s'était installé à Lorient, ville natale de sa femme, Lucie Le Poupon, où il possédait une maison. La raison de son soutien à Tourry est inattendue et charmante. Depuis les premiers bombardements de 1940, afin de soutenir le moral de la population, le théâtre de Lorient avait opté pour une activité soutenue en dépit des difficultés de tous ordres ; dans sa salle à l'italienne, il accueillait de nombreuses troupes en tournée et parfois des concerts. Sitôt nommé, Gallois-Montbrun, qui était mélomane, avait fait en sorte qu'on favorisât les spectacles musicaux et les récitals, invitant notamment son neveu, Raymond (1918-1994), Grand Prix de Rome de composition en 1942 et violoniste virtuose. Dans les derniers jours de 1942, l'affiche d'une grande soirée annonçait l'orchestre de la Société des concerts populaires, que dirigeait le directeur de l'école de musique de la ville, Marius Guial, mais aussi la violoncelliste Simone Pesquès, récente premier prix du conservatoire de Paris, le baryton-basse Gustave Dutoit et Maria Branèze, une soprano pensionnaire de l'opéra-comique, qui ce soir-là chanta quelques pièces du *Faust* de Gounod<sup>20</sup>. Cette dernière fit grande impression au maire – de fait, elle ferait ses débuts à l'opéra de Paris en 1947 – et il prit en outre plaisir à sa conversation au cours du souper qui suivit le concert (fig. 17).

Trois semaines plus tard, les terribles bombardements qui accablèrent Lorient à partir du 13 janvier 1943 rendirent évident son classement prochain comme ville sinistrée, ce qui serait officialisé le 6 mars. Il faudrait donc désigner un urbaniste

---

20. R.P., « Un grand concert de musique pure au théâtre municipal », *L'Ouest-Éclair*, 29 décembre 1942, p. 2.

pour dresser le plan de reconstruction, ce qui aiguisa quelques appétits. C'est dans ce contexte que Gallois-Montbrun reçut une lettre de Maria Branèze (1908-1991), proposant la candidature de son mari, qui n'était autre que Georges Tourry<sup>21</sup>! Le souvenir de la soirée de décembre, certes mémorable, n'aurait évidemment pas suffi à emporter la décision du maire, qui choisit de défendre cette candidature auprès du Commissariat à la reconstruction immobilière (CRI). En fait, Parenty n'étant pas souhaité, il n'y avait guère de dilemme car les autres prétendants, inspecteur du port ou ingénieur de la ville, n'avaient pas d'arguments solides à faire valoir. De surcroît, Gallois-Montbrun était à même d'apprécier le parcours de Tourry et de mesurer les capacités qu'il laissait entrevoir, car sa vie professionnelle l'avait conduit à côtoyer fréquemment des architectes et des urbanistes de renom.

Il avait en effet conclu de brillante façon la carrière qu'il avait débutée en 1905 au sein des services civils de l'Indochine française : après y avoir été secrétaire particulier du résident supérieur, il avait été nommé résident-maire de Hanoï en 1934. Dans ses fonctions d'administrateur, Gallois-Montbrun avait suivi l'élaboration du plan de cette ville, confiée à Ernest Hébrard en 1921. Grand Prix de Rome en 1904, ce dernier avait compté parmi les fondateurs de la Société française des architectes urbanistes (SFU) en 1911 ; il s'était vite distingué, proposant l'année suivante, avec Hendrik Christian Andersen, une vision convaincante du *Mundaneum*, cité mondiale d'un million d'habitants dédiée à la connaissance et à la paix imaginée par Paul Otlet (fig. 18). En 1918, peu avant d'être appelé au Tonkin, Hébrard avait dirigé la conception du plan directeur de Thessalonique (fig. 19). De 1923 à 1926, afin de mettre en pratique ses préconisations pour Hanoï, il avait pris en outre la direction du service central d'architecture et d'urbanisme de la ville où il réalisa divers édifices d'importance dont, en 1926, le musée Finot considéré comme la première matérialisation du style néo-indochinois (fig. 20). Durant les dernières années de sa carrière, Gallois-Montbrun avait également côtoyé Louis-Georges



Figure 17 – LAULERT, Jean-Dominique, *Affiche annonçant Maria Branèze (Madame Tourry)*, 1942

21. Lettre à l'auteur de Paul Gallois-Montbrun, fils d'Eugène, 2 août 2014.





Figure 18 – HÉBRARD, Ernest, ANDERSEN, Hendrik Christian, *Mundaneum : Centre international de la Communication*, 1912



Figure 19 – *Plan directeur de Thessalonique* conçu sous la direction d'Ernest HÉBRARD, 1921.



Figure 20 – HÉBRARD, Ernest, Hanoï, Musée Finot, 1926-1931

Pineau, architecte et diplômé de l'IUUP, qui avait été nommé architecte des travaux publics d'Indochine en 1930. De 1931 à 1933, ce membre des CIAM avait aussi été professeur à l'École supérieure des beaux-arts d'Hanoï où Nguyen Cao Luyen, qui avait fréquenté l'agence de Le Corbusier, était assistant. Si l'on ajoute Henri Cerutti-Maori, second Grand Prix de Rome en 1922, familier de l'Indochine et qui en deviendrait l'architecte en chef, on voit que Gallois-Montbrun, en dépit de son éloignement, n'avait pas vécu à l'écart des débats architecturaux et urbanistiques de son époque. Sa position parut donc raisonnable et le CRI l'entérina.

*Une doctrine officielle emprunte de mesure*

Mais quels étaient les interlocuteurs des architectes en charge du relèvement des villes ? Quelles consignes leur étaient dispensées ? De quelle marge d'autonomie disposaient-ils ? Une *Charte de l'architecte reconstruteur* avait été rédigée en 1941, alors que les villes concernées étaient généralement modestes. La tonalité en était empreinte d'historicisme et de régionalisme, doctrines adoptées dans le Val de Loire, premier sinistré, où les plans de relèvement étaient déjà esquissés. Les destructions prenant de l'ampleur et touchant des villes importantes, la doctrine fut vite infléchie : un programme d'aménagement, rendu public en mars 1942, rendit implicitement caduque la *Charte* de l'année précédente. Voix autorisée, puisque membre du Comité national d'urbanisme (CNU) créé le 26 mai 1941 et placé sous la présidence du délégué général à l'Équipement national, Jacques Gréber avait pris les devants et livré quelques mois plus tôt sa conception d'un urbanisme bien tempéré. Dans un ouvrage consacré à *La Révolution nationale constructive*, il avait rappelé ce qu'était l'urbanisme, puis avait passé en revue les différentes expérimentations faites ou envisagées au cours du premier *xx*<sup>e</sup> siècle. Ce qui l'avait conduit à formuler une recommandation : il fallait s'en remettre « à une philosophie de l'art de bâtir conforme à la tradition du progrès par l'évolution, reniant les révolutions outrancières et vite démodées ». Et de conclure : « L'utopie est le pire ennemi de l'urbanisme<sup>22</sup> ».

Entre les lignes, se devinait la décision d'écarter Le Corbusier, qu'on justifia par des considérations administratives (il était naturalisé depuis moins de dix ans), mais plus largement de tenir à l'écart les membres ou sympathisants notoires des CIAM, Lurçat et Lods notamment, qui ne se virent confier de responsabilités qu'après-guerre. Il en alla de même pour Auguste Perret. Certes, il bénéficia de tous les égards, nommé qu'il fut au Conseil national de l'Ordre des architectes, créé le 31 décembre 1940, comme au CNU. Mais il dut attendre mai 1945 pour se voir confier le relèvement d'une ville, Le Havre en l'occurrence. Jusque-là, il lui avait fallu se contenter de la place de la gare, à Amiens, sous la férule de Pierre Dufau, son cadet de trente-quatre ans, mais second Grand Prix de Rome. Adeptes du béton armé, mais désireux cependant d'inscrire son œuvre dans la grande tradition de l'architecture française, Perret était un classique. Il manifestait davantage d'audace dans le champ de l'urbanisme : sans doute payait-il alors celle qui l'avait saisi en 1922, lorsqu'il avait suggéré de disposer 250 édifices de 200 mètres de haut le long des 16 kilomètres séparant la porte Maillot de la Croix de Noailles, ainsi transformés en « avenue des maisons-tours » (fig. 21).

On est fondé à s'interroger sur la façon dont les recommandations génériques se concrétisaient. Le Commissariat technique à la reconstruction immobilière avait été

---

22. GRÉBER, Jacques, « Urbanisme », *France 41 - La Révolution nationale constructive : un bilan et un programme*, Paris, Alsatia, 1941, p. 484-498.



Figure 21 – PERRET, Auguste, « Avenue des maisons-tours » allant de Paris à Saint-Germain-en-Laye, 1922 (*L'Illustration*)

placé sous la direction d'André Muffang (1897-1989), qui s'appuya vite sur Jean Le Huerou-Kerisel (1908-2005) : polytechniciens – l'un du corps des Mines, l'autre des Ponts et Chaussées – et tous deux natifs de Saint-Brieuc, ils se consacrèrent à l'administration générale de la Reconstruction, pour l'ensemble des villes sinistrées. La tâche s'avéra vite considérable, si bien que quatre départements furent créés au sein du Commissariat. Celui dévolu à l'urbanisme fut confié à William Palanchon, architecte mais également diplômé de l'IUUP, qui avait secondé Agache dans la conception du plan de Rio de Janeiro. L'architecture incombait à André Leconte, Grand Prix en 1927, qui se déclarait défenseur « d'un art non-dégénéré ».

Leur poids fut indéniable, mais eux aussi avaient des responsabilités nationales ; ils s'appuyèrent donc sur des *missi domini* régionaux dont l'action fut souvent primordiale, directement ou par l'intermédiaire de collaborateurs résidents. La Bretagne et la Normandie furent ainsi confiées aux bons soins de Joseph Marrast (1881-1971), qui avait secondé Prost au Maroc.

### *Un urbanisme négocié*

Marrast avait remarqué un tout jeune architecte, diplômé de l'IUUP, qui venait d'innover. Bien que n'ayant que 28 ans, Robert Auzelle (1913-1983) avait été chargé de la reconstruction de Neufchâtel-en-Bray. Cette petite ville ne comptait certes que 4 100 habitants ; mais, pour concevoir son plan, il avait choisi d'impliquer la population, l'invitant à s'exprimer librement lors de réunions publiques. Ce qui ailleurs était parfois concédé à regret avait été élevé ici au rang de méthode. Marrast, sachant qu'Auzelle séjournait régulièrement à Penvénan, lui confia d'abord l'élaboration d'un plan régional d'urbanisme couvrant la Côte d'Émeraude, de Cancale à Erquy<sup>23</sup>. Son travail ayant donné toute satisfaction, il en fit son adjoint à l'Inspection générale, maintenant chargée de la Bretagne et de la Vendée. En

23. Anonyme, « Un plan régional d'urbanisme s'étend de Cancale au Cap Fréhel », *L'Ouest-Éclair*, 16 février 1943, p. 1.

février 1943, Auzelle s'installa ainsi place de Bretagne, à Rennes où *L'Ouest-Éclair* lui consacra aussitôt un article intitulé « Comment fonctionne le laboratoire des urbanistes ? ». Interrogé sur les fondements de son action, notre homme évoqua les apports de Jaussely, Prost, Marrast bien sûr, Agache à Rio de Janeiro, Gréber aux États-Unis et Hébrard en Indochine<sup>24</sup>. L'accueil ne fut pas toujours aussi bienveillant. Sa nomination provoqua même l'ire de *L'Heure bretonne*, lorsque le Parti nationaliste breton, dont ce journal était l'organe, découvrit qu'il n'était pas breton comme on avait pu le penser<sup>25</sup>. En fait, sa résidence trégoroise était secondaire et son seul séjour prolongé avait correspondu à la seconde partie de son service militaire, effectuée à Rennes en 1937. Son affectation au service de santé lui laissant d'importants loisirs, il avait alors fréquenté avec assiduité l'École régionale d'architecture, ce qui avait provoqué la confusion<sup>26</sup>.

Auzelle déploya un zèle de tous les instants. C'est toutefois Muffang qui accompagna Tourry à la préfecture de Vannes, le 24 novembre 1943, pour la première présentation de ses intentions « à une centaine de personnalités qualifiées<sup>27</sup> ». La plus inattendue résidait dans la suggestion d'une reconstruction « à une distance variant de quelques centaines de mètres à dix ou quinze kilomètres » du site initial<sup>28</sup>. Une telle proposition découlait, en partie, de la position exprimée par la délégation générale à l'Équipement national, désireuse de protéger les quartiers d'habitation dans les villes que leurs installations militaires pourraient à nouveau exposer à des risques après leur reconstruction, dans l'hypothèse d'un nouveau conflit<sup>29</sup>. Tourry alléguait donc la nécessité de laisser toutes ses aises à l'arsenal pour se développer et, simultanément, d'éloigner les activités civiles et les logements de tout danger potentiel. Mais on peut également penser qu'il ne voyait qu'avantage à une formule qui lui aurait permis de se désengager de la délicate question de la propriété foncière et de son remembrement, pour créer un ensemble urbain dégagé de l'antérieur, qui aurait clairement matérialisé une doctrine. Il le laissa entendre, mais sans livrer l'option qui avait sa préférence ; énigmatique, il évoqua seulement « l'esthétique refoulée dans le subconscient de l'urbaniste ». Les représentants des industriels et des commerçants s'opposèrent à toute translation, d'une seule voix et en des termes

24. ROULLEAU, Henry, « Comment fonctionne le laboratoire des urbanistes : Une interview de M. Robert Auzelle », *L'Ouest-Éclair*, 19 février 1943, p. 1.

25. COAT, H., « L'urbanisme des villes bretonnes doit être confié à des Bretons », *L'Heure bretonne*, n° 145, 2 mai 1943, p. 1.

26. AUZELLE, Robert, « Hommage à G.-R. Lefort », *Bulletin de l'Académie d'architecture*, n° 32, 2<sup>e</sup> trimestre 1961, p. 33-36.

27. Anonyme, « Une importante réunion à la préfecture à propos de la reconstruction de Lorient », *L'Ouest-Éclair*, 26 novembre 1943, p. 2.

28. Anonyme, « Première image du Lorient de demain », *L'Ouest-Éclair*, 28 novembre 1943, p. 3.

29. VOLDMAN, Danièle, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954 : Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 134.

qui ne laissaient guère d'espoir à la formule. De fait, en Bretagne, seule Donges, confiée à Jean Dorian, fut reconstruite sur un nouveau site.

Tourry n'avait d'ailleurs pas misé exclusivement sur ce parti, comme en témoignèrent les autres points discutés ce jour-là, souvent sur la base de préconisations déjà faites par Parenty avant-guerre. Cette réunion fut toutefois révélatrice de la combativité de certains *lobbies* et de leur capacité à imposer leurs vues. Ramené sur le site premier de la ville, Tourry y fut constamment en prise avec des exigences et des récriminations qui, sans rencontrer toujours l'assentiment d'Auzelle, trouvèrent certainement auprès de lui le moyen de se faire entendre. Il s'expliquerait plus tard sur sa conception d'un urbanisme concerté, voire négocié, qui fut largement mis à l'œuvre à Lorient :

« En urbanisme, je soutiens qu'il faut étudier plusieurs hypothèses de composition en les soumettant à une critique sévère. L'urbanisme exige une mentalité de joueur d'échecs, ouverte à un certain éventail de coups possibles [...]. D'ailleurs, le choix ne lui appartient pas. Entre plusieurs hypothèses, administrateurs et politiciens choisissent<sup>30</sup>. »

### *Les charmes d'un cadavre exquis*

La Libération ne bouleversa guère la situation. Premier ministre de la Reconstruction et de l'urbanisme, nommé le 16 novembre 1944, Raoul Dautry ne se livra à aucun changement significatif des procédures ou des organigrammes. Seul Muffang fut écarté, symboliquement car rien dans son action ou ses propos ne pouvait relever de l'épuration. Le ministre était un pragmatique, n'ayant nul *a priori* doctrinal en matière d'urbanisme. Il permit ainsi à Le Corbusier d'expérimenter à Marseille le principe de « l'unité d'habitation de dimension conforme » (la  *cité radieuse* ), sans tenter par ailleurs de réorienter les reconstructions dont les études étaient engagées. Ses successeurs – ils seraient cinq en trente mois – s'en tinrent également au *statu quo*. À Lorient, Svob redevint maire le 1<sup>er</sup> septembre 1944, sans intention de remettre en cause les orientations prises, sans pouvoir non plus endiguer l'action de divers groupes de pression demeurés actifs depuis l'opposition à Parenty. En conséquence, Tourry dut se livrer à un éclectisme de compromis, recourant à divers principes au gré des circonstances et des degrés de liberté qui lui furent consentis. Il eut notablement recours aux principes de la *city beautiful*, quand il proposa de combler partiellement le bassin à flot pour créer un véritable *parkway* – la place Jules Ferry –, avec en mire un *civic center* : ce serait la colonne vertébrale d'une ville enfin unifiée (fig. 22). En effet, déclassées en 1902, les fortifications n'avaient été totalement arasées qu'en 1934 ; en conséquence, depuis les années 1860, la « Nouvelle Ville » s'était développée hors les murs. La cité avait donc un caractère dual auquel le projet de Tourry allait remédier.

30. Anonyme, « Robert Auzelle, professeur à l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris, nous entretient de la formation de l'urbaniste », *Le Carré bleu*, n° 1, 1959, p. 4.





Figure 22 – Lorient, place Jules-Ferry traitée à la manière d'un *parkway* de la *City beautiful*

En revanche, la considérable destruction de l'ancien *intra muros*, bien souvent taudifié, ne fut pas mise à profit pour instaurer une tout nouvelle organisation. Son relèvement fit l'objet d'un entre-deux des plus intéressants. Seul le principe de l'îlot permettait une restitution du foncier acceptable par les propriétaires sinistrés et les commerçants, mais il connut une adaptation originale empruntant à un dispositif préconisé par Jaussely, qui en avait d'ailleurs usé dans sa proposition pour le plan d'extension d'Angora<sup>31</sup>. Lui-même avait alors repris une idée plus ancienne, qu'il avait découverte en 1905, lors du concours pour l'extension de Barcelone, dont il avait été lauréat. À cette occasion, il s'était familiarisé avec le système différencié d'occupation des îlots qu'avait imaginé Ildefonso Cerda pour la capitale catalane, sans parvenir toutefois à le faire respecter, en butte qu'il avait été à l'avidité des investisseurs. Au terme de cette filiation, Lorient possède une rare collection d'îlots dégrafés et ouverts, qui lui confère une grande diversité, en dépit d'une voirie à dominante orthogonale. Enfin, sur les vastes terrains autrefois militaires, restitués

31. Léon Jaussely dispensa un cours d'urbanisme à l'ENSBA de 1922 à 1924. Seules quelques bribes de son contenu sont connues, par des notes de Louis-Georges Pineau, alors élève, conservées à l'IFA. Plusieurs croquis montrent des îlots ouverts occupés de diverses façons, que Jaussely préconisa en 1927 pour Angora, l'actuelle Ankara. DELACOURT, Laurent, *Léon Jaussely (1875-1932) : un urbaniste éclectique*, dactyl., thèse de doctorat, 2 vol., Grenoble, Université Pierre Mendès-France/Institut d'urbanisme de Grenoble, 2006, t. 1, p. 270 et p. 460-466.

à la vie civile, et sur des comblements, la porte fut ouverte à un urbanisme inspiré du Mouvement moderne.

Ajustement après ajustement, un plan considéré comme définitif fut présenté en avril 1948. Mais, le 11 septembre, Eugène Claudius-Petit obtint le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme auquel il aspirait depuis longtemps. Ce partisan d'un urbanisme soumis aux préceptes de *La Charte d'Athènes*, grand admirateur de Le Corbusier, qui l'avait accueilli au sein de l'Association des constructeurs pour une rénovation architecturale (ASCORAL) le 19 octobre 1944, ne s'embarrassa pas de formules diplomatiques<sup>32</sup>. Pour lui, la reconstruction des villes françaises, telle qu'elle était engagée, constituait « une occasion manquée ». Et de reprendre les termes de son allocution du 9 mars 1945 devant l'Assemblée consultative : « La France n'a pas souffert ce qu'elle a souffert pour qu'on reblanchisse les sépulcres ». De ce fiasco, Lorient lui paraissait un des exemples les plus navrants, responsabilité dont il dédouanait volontiers Tourry pour mieux charger les tenants d'une « démocratie participative » avant l'heure, qu'il assimilait à une défense égoïste d'intérêts particuliers, mal compris de surcroît. Bien décidé à infléchir ce qui pouvait encore l'être, il appela à ses côtés, au cabinet d'abord puis comme chef du service de l'Urbanisme, Pierre Dalloz, un ingénieur qui avait travaillé chez Perret de 1932 à 1939, basculant ensuite dans une modernité radicale. Tourry, que cette tentation gagnait, allait profiter de ce nouveau contexte. En fait, dès le mois de juin, stimulé par la loi du 30 mars qui était la promesse d'une relance des habitations à bon marché – HBM qui deviendraient HLM en 1950 –, il avait disposé sur les comblements du bassin à flot six barres de douze niveaux d'un total de 1 000 logements<sup>33</sup>. L'option était paradoxale, car ce fragment de « ville radieuse » mettait à mal l'option du *parkway*, qui n'engendrait plus de perspective. La critique en fut promptement faite et la proposition ne fut pas même rendue publique. En différentes étapes, Tourry en vint à une solution latérale en peigne, d'une part en bordure de la place Jules-Ferry, côté « Nouvelle Ville » – à laquelle Félix Le Saint (1913-1975) donnerait habilement substance en 1962 (fig. 23) –, d'autre part, sur les comblements du quai de Rohan, dont il se chargerait lui-même. Son appétence pour la modernité put encore trouver satisfaction en lisière de l'arsenal, dans une longue barre cintrée rappelant le grand *crescent* de Bath, mais flanquée d'une tour (fig. 24 et 25).

---

32. POUVREAU, Benoît, « Eugène Claudius-Petit (1907-1989), militant de la modernité », dans Xavier GUILLOT (dir.), *Habiter la modernité*, Saint-Etienne, Publications de l'université de Saint-Étienne, 2006, p. 85-107.

33. RICHARD, Dominique, « Lorient, histoire de la ville reconstruite : des ambitions à la réalisation », dans Patrick DIEUDONNÉ, (éd.), *Villes reconstruites : Du dessin au destin*, Paris, L'Harmattan, 1994, t. 1, p. 249-256.



Figure 23 – LE SAINT, Félix, Immeubles en peigne de la place Jules Ferry, 1962 (Arch. mun. Lorient)



Figure 24 – TOURRY, Georges, HOURLIER, Jean-Baptiste, BOURGEOIS, Jacques, BRUNERIE, Pierre, LAMAURY, Yves, LINDU, Paul, Ensemble dit « de la banane et de la tour de quatorze étages », 1954 (Arch. mun. Lorient).

### *Une tragédie moderne*

En fait, une nouvelle séquence s'ouvrait, contemporaine mais distincte de la Reconstruction, où la carrière de Tourry allait prendre une tout autre consistance. Elle avait d'abord stagné. Certes, en 1946, il avait été nommé professeur à l'École polytechnique dans des conditions qui lui imposaient une posture de héraut de la modernité. L'École entendait en effet réformer son enseignement suranné de l'architecture. En 1936, Patrice Bonnet

avait succédé à Umbdenstock dans une parfaite continuité : Grand Prix de Rome en 1906, devenu de surcroît architecte en chef des monuments historiques en 1921, il avait restauré le château de Versailles. Élu à l'Académie des beaux-arts en 1939, il avait accédé en 1944 à l'Inspection générale des bâtiments civils. Il personnifiait le passé. Une nouvelle stratégie s'imposait, résolument tournée vers la production contemporaine et les exigences du moment : la normalisation et la préfabrication. La nomination de Tourry devait manifester cette intention, qui serait confirmée en 1960 quand Raymond Lopez (1904-1966) lui succéderait. Concepteur de l'hôpital civil de Brest avant-guerre, ce dernier avait été rappelé dans la cité du Ponant par Dalloz en 1949 pour y élever un des premiers « chantiers d'expérience » destinés à préfigurer la nouvelle politique du logement : les tours de Quéliverzan. La carrière de Tourry, pour qui la commande était demeurée médiocre – se limitant aux phares à terre de Berck et des Heaux, à Bréhat – prit véritablement son essor dans ce même contexte. En 1950, sa participation remarquée au concours de la cité Rotterdam à Strasbourg – programme de 1 000 logements devant donner le coup d'envoi de la politique du grand ensemble – fut un élément déclencheur<sup>34</sup>.

En 1952, il fit ainsi partie de l'équipe, où figurait également Hourlier, qui reçut la commande de l'important programme du square Georges Contenot, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Les 4 hectares du terrain furent spectaculairement occupés par un assemblage de tours tripodes de quatorze étages (fig. 26). Ensuite, avec Lopez, vinrent les réalisations de la résidence Saint-Loup, à Marseille, et des 3 000 logements de La Croix-Blanche, à Vigneux-sur-Seine. Simultanément, Tourry bénéficia de chantiers hospitaliers à Amiens et Besançon, puis universitaires à Orsay, Nantes (avec Yves Liberge), Brest (avec Henry Auffret), Nancy, etc. Chacune de ces réalisations montra un architecte converti à une modernité technicienne à qui ses



Figure 25 – Wood, John, *The Crescent* (aujourd'hui *Royal Crescent*), Bath, 1767-1774.

34. Anonyme, « Projet de G. Tourry, C.-E. Newes, G. Koenig », *L'Architecture française*, n° 117-118, 1951, p. 42-43.



Figure 26 – TOURRY, Georges, HOURLIER, Jean-Baptiste, BOURGEOIS, Jacques, BUKLET, Joseph, LESOU, Gilbert, PICARD, Alfred, Paris, ensemble du square Georges Contenot, 1954 (*Techniques & Architecture*, 1962).

compétences d'ingénieur donnaient une assurance spéciale. Elle devait être fatale à sa carrière. En effet, tête de file d'un groupement chargé en 1963 de la construction de 900 logements sur un vaste terrain parisien attenant au boulevard Lefebvre, il fut tenu pour coresponsable de l'effondrement d'un des édifices au cours de la réalisation, qui fit vingt victimes et provoqua un émoi considérable<sup>35</sup>. Le procédé constructif, audacieux et comportant des phases d'instabilité durant l'assemblage, reçut *a posteriori* des expertises défavorables, comme la conduite du chantier (fig. 27). En 1968, au terme d'un procès très médiatisé, Tourry fut condamné à quatre mois de prison avec sursis. Dès lors, lui déjà si discret ne se manifesta plus guère. À bien des égards, il demeure une énigme, car il ne s'expliqua jamais publiquement sur ses options et ne tenta nullement d'inscrire sa démarche dans le champ de la théorie, ce qui a conduit Simon Texier à le qualifier « d'architecte anonyme<sup>36</sup> ».

35. PASKINS, Jacob, « The boulevard Lefebvre disaster : A crisis in construction », *Architectural histories*, Vol.1, n° 1, 2013. < [journal.eahn.org/rt/printedFriedly/ah.ax/55](http://journal.eahn.org/rt/printedFriedly/ah.ax/55) >.

36. TEXIER, Simon, « L'architecte anonyme : Georges Tourry », *Architecture, Mouvement, Continuité*, n° 132, mars 2003, p. 66-69.



Figure 27 – TOURRY, Georges, Chantier du boulevard Lefebvre : procédé préfabriqué associant une charpente métallique avec des planchers et des panneaux de façade en béton armé, 1964 (Pavillon de l’Arsenal).

### *Les vertus de la dialectique*

À Lorient, si son nom s’est réinstallé dans les mémoires à partir des années 1990, où la municipalité choisit de placer sa politique urbaine dans une continuité bien comprise de la Reconstruction, il n’y est associé à aucune doctrine urbanistique, pas même à un parti d’ensemble. Ce dont il ne lui est d’ailleurs jamais fait grief. Au contraire, l’éclectisme involontaire qui prévalut dans le relèvement de la ville – œuvre devenue collective, aux allures parfois de cadavre exquis – est généralement salué ; on lui attribue souvent l’indulgence qui domina ici quand les autres cités relevées au terme de la Seconde Guerre mondiale souffraient quasiment toutes – Saint-Malo faisant exception – du discrédit. Nul doute que les remises en question, les atermoiements, les brusques initiatives suivies de

renoncements, qui ponctuèrent cette reconstruction véritablement négociée, si elles purent exaspérer une population demeurée longtemps en situation précaire, ont eu raison des gestes inspirés, des fougues doctrinales et de leur systématisme, montrant, s’il en était besoin, les vertus de la dialectique. La leçon fut retenue. En effet, lorsque les trois sévères barres du quai de Rohan élevées par Tourry en 1959, furent mises en débat à l’occasion d’une opération « Développement social des quartiers », le choix se porta à nouveau sur la transaction : ni destruction, ni conservation en l’état. Un remodelage complexe, architectural et urbain, fut décidé, que Roland Castro et Sophie Denisoff, secondés par Jean-Luc Pellerin, achevèrent en 1996 dans l’approbation générale (fig. 28 et 29).

Daniel LE COUÉDIC  
professeur à l’Institut de Géoarchitecture (UBO, Brest)





Figure 28 – TOURRY, Georges, Lorient, Les trois barres du quai de Rohan regroupant 480 logements, 1959



Figure 29 – CASTRO, Roland, DENISOFF, Sophie, PELLERIN, Jean-Luc, Remodelage des barres du quai de Rohan dans le cadre d'une opération « Développement social des quartiers », 1996 (cl. D. Le Couédic)